



JEUDI 16 JANVIER 2020 à 10 H

Vente sur place : A l'Espace Portuaire de l'Hôtel des Ventes, 250 rue Alain Colas, 29200 BREST
(proximité Port de Plaisance du Moulin Blanc/Océanopolis)

Matériels de conception Réalité Virtuelle

EXPOSITION : Espace Portuaire, 250 rue Alain Colas, 29200 BREST, le matin de la vente à partir de 9 h

- | | | | |
|---------|--|----|--|
| 1 | Appareil photo CANON EOS M10 | 36 | Flight Case comprenant un appareil photo CANON et 13 Nano ordi RASPERRY PI |
| 2 | Appareil photo CANON EOS M10 | 37 | Flight Case comprenant deux appareils photo CANON et 13 Nano ordi RASPERRY PI |
| 3 | Appareil photo CANON EOS 200 D | 38 | Flight Case comprenant deux appareils photo CANON et 13 Nano ordi RASPERRY PI |
| 4 | Appareil photo CANON EOS 200 D | 39 | Flight Case comprenant deux appareils photo CANON et 13 Nano ordi RASPERRY PI |
| 5 | Appareil photo CANON EOS 200 D | 40 | Flight Case comprenant deux appareils photo CANON et 13 Nano ordi RASPERRY PI |
| 6 | Appareil photo CANON EOS 200 D | 41 | Flight Case comprenant trois appareils photo CANON et 12 Nano ordi RASPERRY PI |
| 7 | Appareil photo CANON EOS 200 D | 42 | Flight Case comprenant tableau électrique et câblage |
| 8 | Intel Mini PC KIT NVC | 43 | Unité centrale de contrôle du scanner 3D |
| 9 | Intel Mini PC KIT NVC | 44 | Ecran plat Philips |
| 10 | Casque de réalité virtuelle OCULUS | 45 | Ecran plat Samsung |
| 11 | Casque de réalité virtuelle OCULUS | 46 | Ecran plat Samsung |
| 12 | Objectif CANON EFS 18-55 mm | 47 | Ecran plat HP |
| 13 | Objectif CANON EFS 60 mm | 48 | Ecran plat 4K Samsung |
| 14 | Objectif CANON EFS 18-55 mm | 49 | Ecran plat Dell |
| 15 | Objectif CANON EFS 18-55 mm | | |
| 16 | Objectif CANON EFS 18-55 mm | | |
| 17 | Objectif CANON EFS 18-55 mm | | |
| 18 | Objectif CANON EFS 18-55 mm | | |
| 19 | Objectif CANON EFS 18-55 mm | | |
| 20 | Objectif CANON EFS 18-55 mm | | |
| 21 | Objectif CANON EFS 18-55 mm | | |
| 22 | Objectif CANON EFS 18-55 mm | | |
| 23 | Objectif CANON EFS 18-55 mm | | |
| 24 | Objectif CANON EFS 18-55 mm | | |
| 25 à 34 | Caméra de profondeur INTEL REAL SENSE D415 et son trépied | | |
| 35 | Flight Case comprenant un appareil photo CANON et 12 Nano ordi RASPERRY PI | | |

Renseignements, Photographies : www.thierry-lannon.com

Frais de vente : 14.40 %

LES REGLEMENTS SE FAISANT AU COMPTANT, LES ADJUDICATAIRES DEVRONT FOURNIR POUR TOUTE ADJUDICATION :
DEUX PIECES D'IDENTITE - UNE ATTESTATION BANCAIRE (pour toute adjudication au-dessus de 6000 €)

Toute demande d'enchère extérieure ne pourra être suivie sans consignation préalable (1000 €) avant 17 heures la veille de la vente
(contacter l'Etude pour de plus amples précisions)

CONDITIONS DE VENTE

Possibilité de division ou de vente en lot(s) en totalité, par nature d'actif. Les adjudicataires potentiels prennent ainsi formellement connaissance des présentes conditions.

Nous invitons les adjudicataires potentiels à être vigilants sur l'ordre de passage par suivi de numéros, qui pourra être modifié à tout moment, au cours de la vacation, par le Commissaire-Priseur, qui pourra procéder également ponctuellement au lotissement, à la réunion ou à la division de certains lots. Une présence tout au long de la vente est ainsi préconisée pour éviter toute déception due à un changement d'ordre de passage.

La vente se fera aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, en l'état et sans garantie pour les actifs présentés, quelle qu'en soit leur nature, la vente étant précédée d'une exposition légale préalable permettant le cas échéant aux adjudicataires potentiels de se faire assister de l'expert de leur choix. Il ne sera dès lors admis aucune réclamation une fois l'adjudication prononcée. S'agissant des actifs plus spécifiquement industriels, tels que machines ou machines-outils, nécessitant un certificat de conformité réglementaire visé à l'article R43-13-14 du Code du Travail, les adjudicataires devront impérativement se rapprocher des Commissaires-Priseurs pendant les expositions légales, avant la vente, afin de connaître ou non l'existence du dit certificat. A défaut il leur appartiendra de se rapprocher du fabricant ou autre établissement habilité, pour en obtenir certification, copie ou duplicata, et s'engagent à ne pas utiliser le dit matériel tant qu'ils n'en seront pas munis, sauf à des fins d'utilisation de pièces, de destruction ou de récupération de matières.

Il appartiendra dès lors aux adjudicataires de procéder, le cas échéant, à toutes mises aux normes éventuelles de leurs acquisitions qui pourraient s'avérer nécessaires, avant toute utilisation ou recommercialisation, selon les législations parfois différentes du lieu ou du pays d'implantation potentiel des biens acquis.

Le prix d'adjudication au marteau est réputé TTC (dont 20 % de TVA incluse), hors frais légaux en sus de 14.40 %.

S'agissant de la TVA à l'export, il est rappelé que les montants adjugés seront encaissés TTC + frais légaux, n'ayant pas à connaître des situations fiscales parfois très différentes des adjudicataires. Nous restons néanmoins, préalablement à la vente, à la disposition des personnes qui souhaiteraient obtenir des informations complémentaires relatives à la dite TVA, particulièrement en cas d'export hors CEE. Une fois la vacation débutée, nous ne pourrions répondre en revanche à aucune demande complémentaire d'adaptation éventuelle à une situation fiscale étrangère ou particulière.

Dès l'adjudication prononcée, le règlement, immédiat, devra être effectué, soit par chèque accompagné d'une lettre accréditive de banque, ou par chèque de banque certifié, complétés par la présentation de deux pièces d'identité, soit par virement Swift VGM ou SEPA.

Les enlèvements ne pourront être opérés que sur confirmation écrite du responsable de l'agence de la banque émettrice (par fax +33 (0)2 98 44 80 20 ou mail maryse@thierry-lannon.com, à l'attention de Mme Ferry, Comptable) du bon encaissement du dit chèque.

Les adjudicataires sont responsables de leur lot dès l'adjudication prononcée et devront, dès règlement total effectué et validé tel que supra, procéder à leur enlèvement immédiat. Les biens nécessitant une logistique particulière pourront cependant être enlevés avec délai qui sera convenu amiablement avec les Commissaires-Priseurs, tout en restant dès l'adjudication prononcée, sous leur seule et entière responsabilité et dispositions d'assurances. Les adjudicataires devront à cette fin prendre toutes mesures tant techniques que d'assurances, tant pour leurs propres biens et personnes que pour prévenir ou réparer les dégradations éventuelles qui pourraient être occasionnées aux immeubles ou au foncier dans le cadre des enlèvements, et procéder ainsi à la remise en état de tous panneaux de bardage, de cloison, ou de toiture, qui pourraient nécessiter obturation après démontage. Un chèque complémentaire de caution sera ainsi demandé et sera restitué après bon enlèvement des actifs.